

Appel pour le revenu de vie : soyons réalistes, demandons l'impossible !

Ayant un faible prononcé pour les projets utopiques, j'ai signé avec responsabilité et enthousiasme l'appel pour le revenu de vie, reproduit ci-dessous.



Ce revenu s'apparente peu ou prou à ce qu'on peut lire sur Wikipédia dans l'article Allocation universelle : « versement d'un revenu unique à tous les citoyens d'un pays, quels que soient leurs ressources, leur patrimoine, et leur statut professionnel, permettant à chaque individu de satisfaire ses besoins primaires (se nourrir, se loger, se vêtir, voire acquérir certains biens culturels de base), et laissant l'individu libre de mener ensuite sa vie comme il l'entend ».

En quoi cela concerne ce blog, les logiciels libres et leur état d'esprit ? A priori en rien, mais peut-être en ira-t-il autrement dans les commentaires.

Une hypothèse cependant : « la communauté du logiciel libre et des biens communs » ne se porterait pas plus mal si on assurait à certains de ses membres cet étrange revenu.

Ne ménageant pas mes efforts depuis plusieurs années pour le réseau Framasoft, j'ai été sensible à la distinction faite entre l'emploi et le travail. C'est vrai quoi, on n'entre pas dans le PIB mais *ça bosse* quand même ici, et pas qu'un peu ☐

Mention spéciale à ce passage : « Il est plus que jamais nécessaire que chacun puisse travailler, d'abord à prendre soin de lui-même, de ses parents, de ses enfants et de ses proches, travailler ensuite pour contribuer aux biens communs

accessibles à tous (connaissances, arts, culture, logiciels, etc.), travailler enfin à inventer et à mettre en œuvre à toutes les échelles les moyens qui permettront de léguer une planète vivable aux générations futures. »

J'ai également été sensible au fait que le texte de cet appel ait été élaboré à l'aide du logiciel libre comment de Philippe Aigrain, mais surtout qu'il ait été publié sous Licence Art Libre.

Le débat est bien entendu ouvert. Ainsi (encore Wikipédia) : « Sur un plan plus moral, cela pose le risque d'institutionnalisation d'une culture de paresse et la remise en cause de la valeur travail. Les opposants à l'allocation universelle arguent ainsi que chacun a le devoir de contribuer dans le cadre de ses possibilités et aptitudes personnelles au bien-être de la société, et voient dans l'allocation universelle, si elle est trop élevée, une exhortation à l'inactivité et à l'égoïsme. Certains libéraux jugent donc immoral le concept de revenu versé sans réciprocité. »

L'écueil sera d'autant plus susceptible d'être évité qu'il s'accompagnera d'une certaine éducation baignant dans une certaine culture^[1]. Si on se laisse aller à offrir trop de « temps de cerveau disponible » en pensant que l'objectif à atteindre est « d'avoir une Rolex avant ses cinquante ans », on n'y arrivera sans doute pas.

Appel pour le revenu de vie

URL d'origine du document

Licence Art Libre

Au delà des clivages sociaux, des corporations, des écoles de pensée, nous, signataires du présent appel, voulons contribuer à provoquer dès maintenant une transformation réaliste et constructive de la société : celle du revenu de vie.

Qu'est-ce que le revenu de vie ?

L'idée est soutenue de longue date par de nombreuses personnalités, de tous horizons politiques, de toutes confessions et de toutes nationalités. Elle est connue sous des appellations diverses: allocation universelle, revenu d'existence, revenu citoyen, revenu universel, revenu social garanti, etc. (cf. Wikipédia)

Le revenu de vie ne doit pas être confondu avec le RMI, le RSA et autres allocations attribuées de manière conditionnelle. Le revenu de vie, lui, est automatique, inconditionnel et inaliénable. Il concerne tout le monde, riches ou pauvres. Il est attribué à chaque individu, de la naissance à la mort. Son montant est suffisant pour garantir à chacun une existence décente - quoi qu'il arrive -. Il est cumulable avec les autres revenus (salariés ou non). Il ne peut être saisi aux plus modestes, mais il entre dans l'assiette d'imposition des plus aisés.

Le revenu de vie ne rémunère pas l'emploi, mais le travail au sens large

Ni l'emploi salarié, ni les revenus du capital, ni les aides sociales classiques ne peuvent prétendre désormais garantir le droit à l'existence de chacun tel que défini à l'article III de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. C'est un fait : en raison de l'informatisation et de l'automatisation de la production, le plein-emploi ne peut plus être atteint. Par contre le travail est toujours d'actualité, et sa tâche est immense.

Il est plus que jamais nécessaire que chacun puisse travailler, d'abord à prendre soin de lui-même, de ses parents, de ses enfants et de ses proches, travailler ensuite pour contribuer aux biens communs accessibles à tous (connaissances, arts, culture, logiciels, etc.), travailler enfin à inventer et à mettre en œuvre à toutes les échelles les moyens qui permettront de léguer une planète vivable aux générations futures.

Loin d'être un encouragement à la paresse, nous affirmons que le revenu de vie permettra à chacun, dans la mesure de ses capacités et de son désir, de s'engager de manière sereine, libre et responsable, dans des travaux essentiels pour l'intérêt général que les emplois traditionnels n'ont pas vocation à assumer.

Comment financer le revenu de vie ?

Il s'agit précisément d'engager pour le financement du revenu de vie tous les moyens alloués à l'entretien de la chimère du plein emploi. L'institution du revenu de vie implique pour les pays qui le mettront en place de revoir leur système fiscal et social, et probablement de reprendre un certain niveau de contrôle sur la création monétaire qu'ils avaient abandonné aux banques. Les calculs des économistes qui ont réfléchi en profondeur à cette question montrent que cela est parfaitement possible (cf. simulations).

Il n'est nul besoin d'attendre quelque cataclysme pour envisager cette profonde transformation. Cela peut se faire progressivement et sans dommage, à condition qu'il existe une prise de conscience et un engagement suffisamment massif. C'est à cet engagement que nous, signataires de cet appel, voulons amener.

Qu'avons-nous à perdre ?

L'illusion d'un emploi salarié et dûment rémunéré pour tous s'est volatilisé avec la crise. Avec cette disparition, va s'évanouir aussi pour beaucoup le réflexe de se définir en fonction de son activité professionnelle. Il ne faut pas le cacher, l'institution du revenu de vie amènera probablement à s'interroger plus encore, sur notre identité, notre rôle dans la société, notre aspiration à procréer en regard des problèmes de démographie, et sur la nature de ce que nous voulons transmettre à nos enfants.

L'institution du revenu de vie ne va pas sans mises en cause profondes de nombreuses habitudes. Nous pensons néanmoins que cette mutation des consciences et des comportements peut s'effectuer sans violence, et dans un esprit d'entraide mutuelle afin que se développe une nouvelle culture de la responsabilité.

Qu'avons-nous à gagner ?

L'institution du revenu de vie remet en cause le « travail » tel qu'il est compris usuellement, à savoir comme base du capital et des rapports sociaux. On le sait, la réduction du « travail » au seul « emploi » provoque automatiquement l'exclusion de ceux qui en sont privés, la peur du chômage chez les salariés, et le contrôle social des assistés. Cette confusion entre « travail » et « emploi » a un coût énorme pour la société aussi bien financièrement que socialement. Les pathologies sociales et psychiques qu'elle entraîne ne sont tout simplement plus soutenables.

Nous n'attendons pas du revenu de vie qu'il règle tous les maux, mais nous affirmons qu'il est absolument nécessaire pour surmonter la crise de confiance actuelle en réduisant le niveau intolérable, de pauvreté, d'exclusion et de peur.

Action

Au moment où les médias relayent quotidiennement les avis d'experts annonçant l'imminence de catastrophes provoquées par l'effondrement des économies, le

réchauffement climatique ou les pandémies, nous affirmons qu'il existe un moyen efficace pour faire face collectivement et pour mobiliser les forces vives: c'est la voie du revenu de vie.

Nous citoyens signataire de cet appel, demandons, aux politiques de tous bords, aux syndicats et aux experts, en France et partout dans le monde, de prendre en compte cette voie dans les délais les plus brefs et d'engager avec nous cette grande transformation.

Signer l'appel

Notes

[1] Crédit photo : Jam343 (Creative Commons By)